Depuis des mois et lors de la grève Fonction Publique du 22 mars, les agents des Finances Publiques se mobilisent et multiplient les initiatives sur nombre de départements : Grèves et blocages de sites voire occupation, envahissements de réunions, rassemblements, interpellations des élu-es, tracts au public, etc.

Les agents de la DGFIP condamnent l'entreprise de casse de notre administration :

Les suppressions d'emplois s'enchaînent et on peut estimer qu'il manque à nos services au moins 30 000 emplois.

Les restructurations permanentes désorganisent notre travail et réduisent notre réseau de proximité (plus de 700 postes comptables rayés de la carte en 3 ans).

Les externalisations ou privatisations de missions se multiplient, des opérateurs privés se mettent déjà dans la file pour marchandiser nos missions (comme l'aide payante à la déclaration en ligne d'impôt sur le revenu proposée par La Poste), ou le développement des Maisons de Service au Public.

Quant à la reconnaissance des qualifications, le ministère a supprimé le plan de qualification ministériel.

Il est exigé toujours plus de contraintes aux agents : délais de séjours rallongés, suppression du mouvement complémentaire C, projet de mutations quasi définitif, affectation au département au bon vouloir des directeurs locaux, volonté de généraliser la rémunération au mérite, projet de mettre les personnels sous la responsabilité des préfets…

C'est toute la Fonction Publique qui est attaquée :

Avec le programme CAP 2022, le gouvernement prévoit la suppression de 120 000 emplois dont 50 000 dans la Fonction Publique d'État (DGFIP en première ligne de mire), une économie de 4 milliards d'euros de dépenses publiques et des privatisations de pans entiers de missions, le recours accru aux non-titulaires, le renforcement de la rémunération au mérite, la diminution du nombre d'instances de représentation du personnel et … un plan de départs volontaires, pour achever le travail de sape !

Ce gouvernement veut en finir avec tous les services publics, avec les principes d'égalité de traitement des citoyens et de solidarité collective :

Réformes fiscales au bénéfice des plus riches, CAP 2022, assèchement du financement des collectivités locales et des associations, introduction de la sélection au sein des universités, démantèlement de la SNCF, restrictions continues des moyens alloués à la santé en général, remise

en cause programmée des retraites et pensions, une liste exhaustive serait trop longue à détailler !

Alors en lien étroit avec l’ensemble des mobilisations actuelles, pour l'abandon de CAP 2022, des moyens à la hauteur de toutes nos missions, la préservation et l’amélioration de nos statuts et de nos rémunérations :

Soyons massivement en grève et en manifestations le 22 mai

avec l’ensemble de la Fonction Publique !

Public: Infos / actions
Nouveau Réseau de Proximité - Action Publique 2022
Luttes 2018

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank